

SELECTION D'ARTICLES DE PRESSE EN FRANCAIS

23 novembre 2005

Lutte Ouvrière

L'ONU n'ira pas fouiner à Guantanamo

Le "rapporteur spécial" de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui enquête actuellement sur le centre de détention américain de Guantanamo, le juriste autrichien Manfred Nowak, a finalement renoncé à le visiter. Les conditions fixées par les États-Unis ne permettaient pas d'y intervenir en toute liberté et notamment de parler aux détenus. Ceci étant, les inspecteurs de l'ONU ont finalement pris l'option la plus satisfaisante pour l'administration Bush puisqu'ils n'y mettront même pas un doigt de pied. Les juristes bien élevés de l'ONU se consoleront en écrivant leur rapport sans avoir questionné les détenus de Guantanamo.

Les inspecteurs de l'ONU avaient fait leur demande de visite en avril 2004 et avaient dû attendre le mois de novembre de la même année pour connaître la réponse des autorités américaines: un accord "conditionnel". Mais finalement, mardi 15 novembre, les souhaits de la commission, pouvoir notamment interroger en tête à tête les détenus de son choix parmi les quelque cinq cents en détention à Guantanamo, étaient qualifiés par l'administration américaine d'"ultimatum".

Dans un premier temps, les juristes de l'ONU ont pensé faire des concessions: la présence de seulement trois juristes au lieu de cinq, et une journée d'investigation au lieu de trois, puis finalement ils ont renoncé.

Ces juristes enquêtent, en effet, sur les "graves accusations de torture, de traitement cruel, inhumain et dégradant", sur la détention arbitraire et les violations des droits faites par les États-Unis. Parmi les deux enquêteurs récusés par l'administration Bush, il y avait le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la santé physique et mentale, qui avait cité des cas, à Guantanamo, de "détérioration inquiétante de la santé mentale de nombreux détenus".

Le rapporteur de l'ONU voit dans le refus de l'administration américaine de se plier aux demandes de la commission d'enquête, au moment même où les autorités chinoises viennent de l'accepter, un "signe que les États-Unis souhaitent dissimuler certaines choses à la vue du public". C'est bien le moins qu'on puisse dire concernant les détentions de Guantanamo, véritable zone de non-droit, revendiquée comme telle par les États-Unis, qui ont eu le culot de prétexter qu'à Guantanamo... les lois américaines ne s'appliquent pas, alors que c'est tout le contraire qui est vrai depuis un siècle que les États-Unis y occupent ce morceau de territoire cubain.

Les détenus de ce centre, ouvert en janvier 2002, y ont été retenus initialement sans même savoir pour quel chef d'accusation. Au départ, seule la Croix-Rouge avait le droit de les rencontrer individuellement mais, en vertu des règles internationales, elle est tenue à la neutralité et à la confidentialité sur ce qu'elle peut ainsi apprendre du sort des prisonniers!

Le 28 juin 2004, suite à l'intervention de certains juristes, les détenus ont obtenu le droit de contester leur incarcération devant les juridictions américaines, au nom du principe de l'habeas corpus. Deux cents détenus ont ainsi engagé des procédures et des avocats les représentant peuvent leur parler sans témoins, mais leurs notes doivent être remises aux autorités avant de quitter la base. Ils ne les récupèrent que quinze jours plus tard. Ainsi l'administration pénitentiaire peut se retourner contre des détenus trop critiques. Mais cette mince ouverture est encore de trop: le Sénat américain vient d'adopter un texte qui devrait mettre fin à cette possibilité de recours.

Cela n'a pas empêché un porte-parole américain de donner des leçons de "transparence" et d'"ouverture". Comme pour tout ce qui concerne la guerre en Irak, les autorités américaines nient utiliser la torture à Guantanamo. Mais priver un détenu pendant des mois de toute information sur les conditions de détention, l'interroger pendant seize heures de suite ou encore l'empêcher de dormir entre deux interrogatoires, selon ce qui se sait, qu'est-ce que c'est d'autre?

L'arbitraire ouvertement affiché par les États-Unis à Guantanamo a été un des moyens pour ceux-ci d'affirmer au monde entier que le "grand patron" du monde capitaliste s'affranchissait désormais, pour ce qui le concerne, des règles de droit les plus élémentaires. À Guantanamo, il entend agir à sa guise et en toute impunité contre des détenus emprisonnés comme "terroristes", bien souvent sans preuves.

Cet arbitraire va pouvoir continuer. Ce n'est certes pas l'ONU qui va décider d'intervenir dans ces territoires où les États-Unis se moquent comme de l'an quarante du "droit international"... si souvent invoqué contre d'autres.

Jacques FONTENOY

<http://www.lutte-ouvriere-journal.org/article.php?LO=1947&ARTICLE=43>

Le Nouvel Obs


Un innocent dans l'enfer de Guantanamo

Il n'a rien oublié de la douleur, de l'humiliation, de la solitude

Les enquêteurs américains ont mis un an pour l'innocenter. Et une autre année pour le libérer. Au-delà de l'injustice révoltante dont il a été victime, l'ancien journaliste Bader Zaman dénonce l'arbitraire des centres de détention américains.

De notre envoyée spéciale au Pakistan

Il souffre d'hypermnésie. Cela fait douze mois qu'il est sorti de la prison de Guantanamo, mais Bader Zaman se souvient de chaque détail de sa détention. Pas seulement de la douleur, de l'humiliation, de la solitude, mais aussi des petites choses, de l'haleine des chiens, du raclement du rasoir sur ses sourcils, de l'accent de ce maton qui criait au mégaphone aux autres soldats : « Ne manifestez pas de sympathie aux terroristes !... » Il ne peut rien oublier. Aujourd'hui il est libre. Les Américains l'ont blanchi de toutes les accusations portées contre lui. Pourtant, à Peshawar, la liberté de cet ancien journaliste reste toujours étroitement surveillée. Il y a quelques semaines, des agents de l'ISI, les services secrets pakistanais, lui ont rendu une nouvelle visite. Il les a reçus avec calme : « Qu'ai-je à craindre de vous, maintenant ? Avez-vous trouvé un enfer pire sur la terre que celui où vous m'avez fait jeter ? »

 Pour rencontrer Bader Zaman, il faut s'enfoncer dans les ruelles du Vieux Peshawar. Le journaliste, âgé de 35 ans mais qui en paraît dix de plus, s'est reconverti depuis sa libération dans le commerce des pierres précieuses. C'est dans une petite pièce obscure, au milieu du souk de pneus en caoutchouc, qu'il entrepose ses lapis-lazuli d'Afghanistan. Dans cette ville dirigée par les islamistes, il est très mal vu de rencontrer une femme étrangère. Mais Bader Zaman tient à témoigner. Il n'en veut pas vraiment aux Américains. Les responsables de son calvaire selon lui, ce sont les services secrets pakistanais, qu'il a décidé de poursuivre en justice. « J'ai passé deux mois et vingt-deux jours dans la prison de Peshawar, quatorze jours à Bagram, deux mois et huit jours à Kandahar et deux ans et quatre mois à Guantanamo, uniquement parce que je dénonçais leurs pratiques. » Lorsqu'il était un très jeune homme, Bader et son frère ont appartenu à une organisation religieuse afghane proche de Ben Laden et d'Al-Qaïda, qui combattait l'occupation soviétique en Afghanistan. Il en avait démissionné en 1987 pour protester contre les liens de cette organisation avec les services secrets pakistanais. Plus tard, lui qui n'a jamais touché une arme avait dénoncé dans son journal l'obscurantisme des talibans, qualifiés de marionnettes des services secrets pakistanais. « Alors ces derniers m'ont vendu aux Américains. Une pratique courante au lendemain de l'offensive américaine en Afghanistan, explique-t-il. Il s'agissait pour eux d'occuper les Américains avec de faux suspects. Ils n'ont cessé de jouer avec la communauté internationale. »

Le journaliste connaît l'histoire de tous les détenus qui étaient voisins de sa cellule à Guantanamo. Il évoque un chauffeur de taxi vendu pour 5 000 dollars : « Les Pakistanais venaient de faire un raid pour trouver des Arabes

proches d'Al-Qaida et n'avaient trouvé personne, alors ils l'ont arrêté. L'officier qui l'a vendu aux Américains lui a dit : « Comprends-moi, ça vaut le coup de vendre des gens comme toi pour éviter que les Américains viennent faire la guerre au Pakistan... » Selon lui, ce chauffeur de taxi serait toujours à Guantanamo.

A écouter Bader, moins de 20% des détenus qui se trouvent actuellement dans la prison américaine de Cuba sont de véritables « bad guys » ou des responsables talibans, comme le mollah Fazel. Mais ce sont les centres de détention de Kandahar et de Bagram, en Afghanistan, qui lui ont laissé les pires souvenirs. Pendant vingt-quatre jours, il est resté enfermé dans un conteneur. Puis on lui a interdit de se laver pendant trois mois. La lumière allumée en permanence, les liens trop serrés qui cisailent les membres, les tortures. A Bagram, il a vu des prisonniers se faire rouer de coups de pied, et d'autres pendus par les mains. Il y avait aussi les offenses envers le Coran, dont il dit qu'elles étaient une pratique courante dans le centre de détention de Kandahar. C'est d'ailleurs là qu'il a vu les gardiens jeter le livre sacré dans un seau qui avait servi à vidanger les toilettes.

Lorsqu'il est arrivé à Guantanamo, en mai 2002, Bader a été placé en isolement pendant plus d'un an. Dans la prison de Cuba, il n'y avait pas de tortures physiques. « Souvent, c'était les prisonniers qui attaquaient les gardiens. J'ai vu des Américains se faire mordre ! » Mais on cherche à faire craquer les détenus moralement. Comme lorsqu'une des gardiennes a touché l'un d'entre eux au visage, la main maculée de ce qu'elle a prétendu être son sang menstruel. Un témoignage corroboré par l'un des enquêteurs de Guantanamo, le sergent Erik Saar, qui a consigné cet épisode dans un livre.

Pour Bader, après de longs mois de désespoir à répéter toujours la même histoire à propos des services secrets pakistanais à des gens qui ne voulaient rien entendre, c'est le dénouement. « Au bout d'un an d'interrogatoires, les agents fédéraux ont fini par me dire qu'ils n'avaient plus rien contre moi. Que j'étais blanchi. Mais après cela, j'ai encore dû attendre une autre année avant de quitter Guantanamo. Une si longue année ! »

A partir de ce moment-là, les conditions de détention de Bader s'assouplissent. Il est transféré au camp 4, un camp pour les prisonniers qui « collaborent ». Il troque son survêtement orange contre une tunique blanche et l'on organise même un pique-nique pour que les prisonniers puissent apercevoir la mer. « On nous a transportés enchaînés dans une ambulance fermée. Puis on nous a placés entre des rangs de fil de fer barbelé près de l'eau. Je me rappelle avoir vu un navire au large. »

Bader Zaman a un seul bon souvenir de Guantanamo : c'est l'arrivée dans la cellule voisine de la sienne de son ennemi mortel, celui qui avait servi d'intermédiaire auprès des services secrets pakistanais pour le vendre aux Américains, qui était bien, lui, un proche d'Al-Qaida. Tous les prisonniers qui connaissaient la vérité l'ont hué. Lui a baissé la tête. « Ce jour-là, j'ai compris qu'on m'avait cru. Que je pouvais espérer quitter cet enfer. Celui qui m'a donné, il y est encore, dans le bagne de Guantanamo... »

Qui sont les détenus de Guantanamo ?

Le centre de détention de Guantanamo compte 500 détenus qui ont été pour la plupart capturés en Afghanistan à l'automne 2001. Parmi les prisonniers, on trouve par exemple le mollah Fazel, ex-ministre de la Défense des talibans, mais aussi des gens qui ont eu le malheur de se trouver au mauvais endroit, comme Wazir Mohamed, un chauffeur de taxi, dont le cas est défendu par Amnesty International. Les sept Français détenus dans la prison américaine ont tous été relâchés et cinq d'entre eux sont désormais en prison en France. Washington continue de libérer des dizaines de détenus pour, selon Pierre Prosper, le diplomate américain chargé de négocier ces transferts, « partager le fardeau » avec leurs pays d'origine.

Le « goulag de notre époque », selon la formule choc utilisée par Amnesty dans son rapport à propos de Guantanamo, continue de faire l'objet d'indignations et de polémiques très embarrassantes pour le gouvernement américain. Washington est engagé dans un bras de fer avec l'ONU, dont les représentants veulent pouvoir rencontrer tous les détenus pour enquêter sur les accusations de torture. Le Pentagone a été contraint d'ajourner le procès du « taliban australien » David Hicks pour se conformer à la décision d'un juge exigeant que la Cour suprême se prononce auparavant sur la légalité des tribunaux militaires d'exception.

Les prisons secrètes de la CIA

La CIA a-t-elle mis en place un réseau de centres de détention clandestins disséminés dans plus de dix pays pour interroger les présumés terroristes sans contraintes légales ou morales ? Le « Washington Post » avait révélé l'existence de plusieurs prisons secrètes dans des pays de l'Europe de l'Est. Depuis, la liste des Etats qui auraient collaboré avec les autorités américaines ne cesse de s'allonger : la Thaïlande, le Maroc, la Norvège, la Suède, l'Italie et l'Espagne sont accusés d'avoir abrité ces centres ou toléré le transit des prisonniers sur leur territoire. Mais jusqu'ici seule la République tchèque a admis avoir rejeté une demande américaine d'implantation d'une prison pour détenus issus de la base de Guantanamo.

Ce réseau de centres de détention aurait été créé dans les mois qui ont suivi le 11-Septembre, alors que l'idée de « navires prisons » était abandonnée par la CIA pour des raisons « de sécurité et de logistique ». Puis un « site noir » a été mis sur pied en Afghanistan, dont le nom de code était « la mine de sel ». Et la CIA aurait également fermé un cachot secret à Guantanamo.

Selon le « Washington Post », les prisonniers fantômes seraient une centaine. L'organisation humanitaire Human

Rights Watch, qui les appelle les « desaparecidos » (les disparus), en référence aux victimes des dictatures d'Amérique latine, évoque 40 personnes détenues au secret dans son rapport d'octobre 2004. Depuis plusieurs mois, des voix s'élèvent au sein même de la CIA pour contester la légalité et surtout l'efficacité de telles prisons.

Sara Daniel

<http://www.nouvelobs.com/articles/p2142/a288559.html>